



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'éducation

Question au Gouvernement n° 789

Texte de la question

GESTION DES PERSONNELS DANS L'ÉDUCATION NATIONALE

M. le président. La parole est à M. Yves Durand, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Yves Durand. Monsieur le président, monsieur le ministre de l'éducation nationale, l'article 3 de la loi sur le service minimum à l'école prévoit l'ouverture d'un dialogue social quand un préavis de grève est déposé dans l'éducation nationale. Or, aujourd'hui, à deux jours d'une grève qui s'annonce importante, aucune invitation n'est parvenue de votre part aux organisations syndicales.

M. Patrick Roy. Scandaleux !

M. Yves Durand. C'est donc bien en force que vous voulez imposer la suppression de 3 000 postes pour les réseaux d'aide aux élèves en difficulté, condamnant ainsi tous les jeunes qui en bénéficient à un échec scolaire inéluctable.

M. Patrick Roy. Scandaleux !

M. Yves Durand. C'est en force que vous vous apprêtez à exclure 170 000 enfants de moins de trois ans de l'école maternelle ("*Très bien !*" sur plusieurs bancs du groupe SRC) alors que cette école est essentielle pour préparer une bonne intégration à l'école élémentaire, notamment pour les enfants des milieux défavorisés. ("*Démago !*" sur plusieurs bancs du groupe UMP.) À quand, d'ailleurs, la remise en cause de l'école maternelle elle-même quand on entend vos propos méprisants sur les maîtres qui y exercent ?

Vous avez imposé, sans aucune concertation et au mépris des avis de tous les spécialistes, la suppression des cours le samedi matin, désorganisant ainsi les activités périscolaires mises en place par les communes. Pas plus que votre aide aux élèves en difficulté, cela ne marche.

Votre seule réponse au trouble que votre politique provoque chez les enseignants est de faire voter à la va-vite une loi sur le service minimum, qui est inapplicable et que vous ne respectez pas vous-même en refusant tout dialogue social. Et cela dans un seul but : être le premier de la classe gouvernementale pour les suppressions d'emplois publics ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Par votre refus du dialogue social, c'est vous et le Gouvernement qui portez la responsabilité de cette grève.

Monsieur le ministre, quand allez-vous enfin vous départir de votre mépris à l'égard de l'école et de ses enseignants ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à M. Xavier Darcos, ministre de l'éducation nationale.

M. Xavier Darcos, *ministre de l'éducation nationale*. Monsieur le député, oui, il faut discuter avec les personnels de l'éducation nationale. D'ailleurs, je le fais si bien (*Rires sur les bancs du groupe SRC*) que j'ai signé avec eux quinze accords portant sur des sujets d'organisation en profondeur, soit beaucoup plus que mes prédécesseurs les plus récents.

Il faut entendre, parler, dialoguer, dites-vous, monsieur Durand. Certes, nous le faisons ; mais j'entends aussi les familles, les parents, les élèves. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC. - Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Lorsqu'on m'explique que la seule solution pour régler tous les problèmes de l'éducation nationale, c'est ce que vous avez fait pendant si longtemps - ajouter des moyens de façon désordonnée, incontrôlée et infructueuse -, je réponds non !

M. Patrick Roy. Le ministre est un fossoyeur !

M. Xavier Darcos, *ministre de l'éducation nationale*. Il faut conduire une autre politique : une politique de

réforme. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Vous voulez faire croire, en sachant que c'est faux, que nous avons l'intention de porter atteinte aux classes de l'école maternelle en France. C'est un mensonge !

M. Christian Paul. Vous le faites déjà !

M. Xavier Darcos, *ministre de l'éducation nationale*. Vous voulez faire croire qu'affecter des professeurs spécialisés là où le besoin s'en fait le plus sentir serait un abandon devant la difficulté. C'est au contraire une réponse à cette difficulté et c'est, de votre part, un autre mensonge.

M. Yves Bur. Très bien !

M. Xavier Darcos, *ministre de l'éducation nationale*. Vous voulez faire croire, enfin, que le service minimum d'accueil ne correspond pas à une demande. Non seulement c'est une demande des familles, mais c'est surtout une demande sociale. Jeudi, les familles et les parents isolés qui devront faire garder leurs enfants trouveront, grâce au gouvernement de François Fillon, une réponse autre que celle de la grève ! (*Vifs applaudissements et acclamations sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Yves Durand](#)

Circonscription : Nord (11^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 789

Rubrique : Enseignement

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 19 novembre 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 19 novembre 2008